



CONTRAT D'INSPECTION EN EXPLOITATION DES TRIBUNES TELESCOPIQUES DU CENTRE CULTUREL JACQUES BREL ET DE LA MJC BOBY LAPOINTE

Le Maire de Villebon-sur-Yvette,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération n°2026-03-004 du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté municipal n°ARR-2026-114 du 20 mars 2026 portant délégation de fonctions et signature à Monsieur Olivier LEHOUSSEL, 3^{ème} Adjoint au Maire,

Vu la proposition de service de la société APAVE relative à l'inspection en exploitation des tribunes télescopiques du Centre Culturel Jacques Brel (C.C.J.B.) et de la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) Bobby Lapointe pour une durée ferme prenant effet à compter de la date de signature et jusqu'au 31 décembre 2026,

Considérant la nécessité de procéder à l'inspection des tribunes télescopiques des salles de spectacles concernées afin d'en assurer le bon fonctionnement et la sécurité des usagers,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat n° 2026-05-025 d'inspection en exploitation des tribunes télescopiques du Centre Culturel Jacques Brel et de la MJC Bobby Lapointe avec la société APAVE installée au 14 chaussée J. Cesar – CERGY PONTOISE (95523), pour les montants suivants :

- Centre Culturel Jacques Brel = 1 100,00 € H.T., soit 1 320,00 € TTC.
- MJC Bobby Lapointe = 820,00 € H.T., soit 984,00 € TTC.

Article 2 : Le contrat prend effet à compter de la date de signature et jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 3 : La présente décision sera inscrite sur le registre des décisions municipales, transmise par voie électronique à la Préfecture de l'Essonne et publiée pour une période de deux mois au moins sur le site de la Ville.

Une ampliation sera adressée pour son exécution à la Trésorerie Principale de Palaiseau.

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 21 mai 2026

Pour le Maire, et par délégation,

Olivier LEHOUSSEL,
Adjoint au Maire délégué à la modernisation du patrimoine communal
et à l'aménagement numérique

Publié sur le site de la Ville pendant au moins deux mois à compter du

La présente décision municipale peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles (Article R421-1 du Code de la justice administrative) sis 56, Avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie postale ou par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ».

Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou son affichage ou sa notification aux intéressés et sa transmission par voie dématérialisée au titre du contrôle de légalité en application de l'article L2131-1 et L2131-2 du Code général des collectivités territoriales.